

APPEL POUR UN RESEAU COMMUNISTE ANTIGESTIONNAIRE

Le travail d'élaboration d'un nouveau texte affinant nos bases communes étant toujours en cours nous publions ci-dessous l'appel initial proposé par le collectif tantquil.

Parce que nous sommes face aux mêmes limites et aux mêmes nécessités (la difficulté de lutter. La nécessité de parler de tactique. La nécessité d'exister, d'avoir une expression publique), **nous proposons de constituer un réseau.**

Nous n'entendons pas mettre en avant des pratiques particulières, des formes de luttes spécifiques, il s'agit de mettre nos forces en commun : mettre en commun de la thune, partager nos analyses et informations, parler de nos tactiques locales, le tout à une échelle plus large que ce qui existe actuellement, mais aussi dans des cadres formels.

Bien sûr, il existe déjà des formes de réseaux, souvent basés sur des logiques de milieux, c'est-à-dire informelles et affinitaires. Mais cela ne nous satisfait pas. En effet, cela favorise des mécanismes de cooptation, enferme dans un entre-soi confortable, limite fortement les possibilités d'ouvertures... Bref, participe souvent à exclure les personnes qui ne correspondent pas à un certain modèle militant ce qui est mine de rien, une contradiction importante par rapport à nos positions !

Bon, on ne dit pas que l'on va régler toutes ces questions juste en montant un réseau, mais cette formalisation permet de poser ces questions et de tenter d'y répondre ensemble et en actes.

Si nous voulons former ce réseau, c'est aussi pour donner à nos positions les moyens d'avoir une existence publique à une échelle plus large.

Il ne s'agit pas dans ce texte de détailler la forme de ce réseau, car ce n'est pas à nous de la fixer : elle sera à déterminer collectivement. Mais plutôt d'explicitier ce que nous entendons par « communisme antigestionnaire » afin de proposer une base commune.

6 ans déjà que le monde est en crise, et aucune perspective de relance de l'économie ne se dessine, si l'on excepte les gesticulations régulières de la presse bourgeoise : autant le dire, ce n'est pas près de s'arrêter.

De la Chine aux USA, en passant par le Moyen-Orient, tous les continents sont secoués par cette crise. L'Europe est aux premières

toujours possible de s'endetter pour faire face aux dépenses courantes. Et cela fait des années que c'est le cas, et que l'endettement privé et public explose.

Lorsque des prolétaires sont en faillite, on saisit leurs biens. On les expulse de leurs maisons. Ensuite, on revend ces biens, et les banques se remboursent. Lorsque des millions de prolétaires sont en faillite, on saisit aussi leurs biens. On les expulse aussi de leurs maisons. Mais il n'y a personne pour les racheter, et les banques qui leur ont prêté de l'argent risquent à leur tour de tomber. C'est ce qui s'est passé en 2008, et à l'époque les États ont sauvé le système bancaire mondial. Aujourd'hui, ce sont les États qui menacent d'être en faillite. Et derrière, il n'y a plus rien pour garantir le système bancaire, pour garantir la valeur de l'argent.

Alors les capitalistes montrent les dents, et vont chercher l'argent où il se trouve, à la source de toute la richesse créée : Nous.

Il s'agit d'écraser le prolétariat sous le travail, tout en le payant le moins possible. De supprimer toutes les conventions collectives. De licencier tout le monde, puis de réembaucher au compte-goutte, à leurs conditions. De faire travailler gratuitement les chômeurs et les chômeuses

Pour nous, les prolétaires, cela se résume en un mot : pénurie. Pénurie de logements, alors même que des millions de maisons sont vides. Pénurie de bouffe dans nos placards, alors même que des millions de tonnes sont produites et jetées. Pénurie de pognon sur nos comptes en banque, alors même que la quantité de monnaie en circulation augmente énormément.

Mais cela ne suffit toujours pas, la récession entraînant la baisse des recettes de l'État, et donc plus de déficits, entraînant plus d'attaques... Jusqu'au moment où la monnaie même risque de tomber en crise, et où il n'y a qu'une alternative : défendre ce système et le gérer ou bien le détruire. C'est là que la situation peut basculer, soit vers notre écrasement et une réorganisation du capitalisme ; soit vers la révolution communiste. Autrement dit : Continuité de l'exploitation, ou rupture.

Mais il ne s'agit pas ici de désigner une utopie lointaine : nous sommes pour le communisme, c'est-à-dire pour un mouvement révolutionnaire qui abolit les classes, les genres, l'État, la valeur, la propriété... La liste est longue de toutes les merdes qui forment le capitalisme et qu'il faudra supprimer.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

Depuis la diffusion du texte d'appel, des réunions publiques se sont tenues sur de nombreuses villes, des collectifs se sont créés. Ces diverses initiatives ont débouché sur des rencontres cet été qui ont permis la création effective du RCA et établi le fonctionnement suivant :

Le réseau communiste antigestionnaire rassemble des personnes, collectifs ou autres formes d'organisation.

Il s'organise en groupes, en assemblées ou selon les formes que les participantes et participants estiment les plus adaptées au plan local.

Il met en commun des moyens pour organiser la solidarité entre les différentes luttes de base, la formation et l'auto-formation des camarades. Il organise la confrontation théorique et pratique entre toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans son appel. Il participe ainsi à l'élaboration, dès lors que c'est possible, d'une analyse et d'une intervention commune.

Cette mise en commun au niveau général du réseau s'enrichit des formes de coopération qui peuvent se construire directement entre des groupes qui le constituent.

Comment intégrer le réseau ?

Participe au réseau toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le texte de constitution et la volonté d'agir que défend ce texte.

Nous invitons ceux et celles qui souhaitent participer au réseau à nous rencontrer lors des initiatives publiques ou nous contacter via le site internet.

Une liste d'infos permet de se tenir au courant des initiatives du réseau.

Les propositions d'intervention :

Les participants au réseau proposent des initiatives d'intervention via le bulletin interne. Ces propositions sont reprises par les groupes ou personnes qui s'y reconnaissent. Ceux-ci se concertent en vue d'une intervention commune.

Le réseau se veut aussi un outil de mise en commun de moyens.

Les rencontres :

Le réseau organise deux rencontres par an.

- Une en été.

- Une en hiver.

Zimmerwald le 14 juillet par un temps nuageux. Mais le vent tourne.

Et nous pensons que la dynamique de cette suppression, c'est l'abolition des classes et des genres. Ces deux mouvements nécessitent de fonctionner parfois de manière séparée parce que le rapport homme/femme est conflictuel. Par l'expression « ces deux mouvements », nous entendons la lutte des prolétaires pour l'abolition des classes et, au sein du prolétariat, la lutte pour l'abolition des genres qui implique l'auto-organisation des femmes entre elles. Mais nous pensons que ces deux mouvements ne seront qu'un moment de la suppression générale du capital, ce qui est l'affaire de tous et toutes.

Face à nous, il y a le capital et les impératifs de sa gestion. Il s'agit de gérer le business, c'est-à-dire la misère pour presque tout le monde. Tous les discours gestionnaires, qu'ils entendent moraliser, réformer le capitalisme, ou même qui prétendent l'abattre, reposent sur le même principe : le maintien, aménagé de manière différente, des classes sociales et des genres.

Ces discours gestionnaires se développent à des échelles différentes :

- La gestion des affaires courantes : la « bonne gouvernance ». Les coalitions roses, vertes, bleues, oranges, au pouvoir en Europe et ailleurs.

- La gestion alternative : les différents « populismes », les keynésianismes, les souverainismes... Le retour à la drachme ou à la lire italienne. Le SMIC à 1500 euros ou à 10 000 francs ou encore les discours opposant le « banquier immoral et apatride » à « l'honnête patron du coin »...

- La gestion alternativiste : le mutuellisme, les monnaies alternatives, l'autogestion de la misère.

Il ne s'agit pas ici de critiquer les tactiques de survie qui consistent à se partager les miettes. Il s'agit de dire que cela ne constitue en rien une stratégie de sortie du capitalisme. Au contraire, elle ne peut fonctionner que dans le cadre de celui-ci.

On retrouvait, par exemple, ces trois niveaux de gestion en Argentine il y a dix ans. Les entreprises autogérées ont pu participer à la relance de l'économie. Les monnaies alternatives ont été finalement acceptées par l'État (notamment pour lever les impôts), lui-même entre les mains de keynésiens (péronistes) qui ont fini par rembourser le FMI.